

INSTITUTIONAL QUALITY AND ECONOMIC GROWTH IN THE MENA REGION: REFLECTION AND INTERACTION

Salah-Eddine LABKIR¹

Researcher, Ibn Tofail University, Morocco

Abstract:

For several decades now, numerous empirical studies have shown that the quality of institutions is a determining factor in economic growth. The new institutional theory defines the quality of institutions as a fundamental factor likely to generate inequalities in the level of economic development between countries. High-quality institutions encourage investment, innovation, production efficiency and trust between economic players. Conversely, poor-quality institutions discourage investment, discourage innovation, reduce production efficiency and encourage fraud and corruption. The aim of this article is to present the current state of good governance in the Middle East and North Africa region, based on World Governance Indicators (WGI) data developed by the World Bank

Key Words: Quality of Institutions, Good Governance, World Governance Indicators (WGI).

 <http://dx.doi.org/10.47832/2717-8293.26.34>

¹  Salaheddine.labkir@uit.ac.ma

**QUALITÉ DES INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LA
RÉGION MENA:
RÉFLEXION ET INTERACTION**

Salah-Eddine LABKIR

Chercheur, Université Ibn Tofail., Maroc

Résumé:

Depuis plusieurs décennies, de nombreuses études empiriques ont montré que la qualité des institutions est un facteur déterminant de la croissance économique. La nouvelle théorie institutionnelle définit la qualité des institutions comme étant un facteur fondamental susceptible d'engendrer des inégalités au niveau de développement économique entre les pays. Les institutions de qualité favorisent l'investissement, l'innovation, l'efficacité de la production et la confiance entre les acteurs économiques. À l'inverse, les institutions de mauvaise qualité découragent l'investissement, découragent l'innovation, diminuent l'efficacité de la production et favorisent la fraude et la corruption. Cet article a pour objectif de présenter l'état des lieux de la bonne gouvernance dans la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord, en se basant sur les données «World Governance Indicators» (WGI) développées par la Banque Mondiale

Key Words: Qualité des institutions, Bonne gouvernance, les indicateurs WGI, Région MENA .

1. Introduction :

La région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est caractérisée par une grande diversité économique. Certains pays de la région ont connu une croissance économique rapide grâce à l'exploitation de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz ou les minerais, tandis que d'autres ont des économies plus diversifiées, comme le Maroc ou la Tunisie. Cependant, la région MENA fait face à des défis économiques importants tels que la pauvreté, le chômage, l'inégalité et la faible compétitivité. Le taux de chômage dans la région MENA est l'un des plus élevés au monde, atteignant en moyenne 11,2% en 2019, selon la Banque mondiale². Le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant, dépassant souvent les 25% dans de nombreux pays de la région. Cette situation a des implications importantes pour la croissance économique, car elle entraîne une perte de capital humain et un manque à gagner pour les entreprises. La pauvreté est également un problème majeur dans la région MENA. La qualité des institutions joue un rôle clé dans la croissance économique de la région MENA. Les institutions économiques de qualité peuvent stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté, créer des emplois et améliorer la compétitivité. Cependant, la région MENA est souvent confrontée à des défis en termes de qualité des institutions, tels que la corruption, la bureaucratie, l'inefficacité et l'absence de transparence.

La qualité des institutions joue un rôle clé dans la croissance économique de la région. La corruption, la bureaucratie, l'inefficacité et l'absence de transparence sont autant de défis qui doivent être surmontés pour améliorer la qualité des institutions économiques. Les gouvernements de la région MENA doivent travailler à promouvoir des institutions économiques de qualité pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie de leurs citoyens.

Le principal objectif de cet article est de réfléchir théoriquement sur le lien entre la qualité des institutions et la croissance économique. De ce fait, un ensemble de questionnements nous interpelle :

- Qu'il est l'apport de la Qualité des institutions sur la croissance économique dans la région MENA ?
- Quels sont les indicateurs permettant de mesurer et d'évaluer la qualité des institutions ?

Pour répondre à cette problématique. D'abord nous présenterons dans un ordre chronologique, une réflexion théorique sur la relation qu'elle existe entre la qualité des institutions et la croissance économique. Ensuite, nous exposerons l'état des lieux des

² Banque mondiale. Taux de chômage (% de la population active totale) (MENA & Monde arabe). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=ZQ>

indicateurs de la bonne gouvernance dans la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord, se basant sur les données «World Governance Indicators» (WGI) développée par la Banque Mondiale.

Chapitre 1 : REVUE DE LITTERATURE

Les travaux de Douglas North ont été importants pour la compréhension de la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique. North a développé une théorie économique institutionnaliste, dans laquelle il soutient que les institutions sont un facteur clé dans le développement économique à long terme. Dans son ouvrage majeur intitulé "Institutions, Institutional Change and Economic Performance" publié en 1990, North souligne que les institutions sont des règles informelles et formelles qui façonnent les comportements économiques. Selon lui, les institutions informelles, telles que les normes sociales et les valeurs culturelles, sont souvent négligées dans les analyses économiques, mais elles sont tout aussi importantes que les institutions formelles, telles que les lois et les règlements. North affirme également que la qualité des institutions est essentielle pour la croissance économique. Des institutions efficaces peuvent encourager l'innovation, la création d'emplois et l'investissement, tandis que des institutions faibles ou corrompues peuvent entraver le développement économique et favoriser les inégalités. Ses travaux ont inspiré de nombreuses études empiriques, y compris celles qui ont examiné la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique dans la région MENA.

Les années 1990 ont vu l'émergence d'un certain nombre d'études empiriques examinant cette relation. Parmi les travaux les plus connus figurent ceux de Knack et Keefer (1995) et de Mauro (1995). Knack et Keefer ont examiné l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans un échantillon de 71 pays en développement sur la période 1980-1992. Leur étude a montré que les pays ayant des institutions plus efficaces ont tendance à connaître une croissance économique plus rapide. Ils ont également constaté que la qualité des institutions avait un impact plus important sur la croissance économique que d'autres facteurs tels que le taux d'investissement ou le niveau d'éducation de la population. Ils ont montré également, que les institutions politiques, telles que l'état de droit et la protection des droits de propriété, sont des facteurs importants pour la croissance économique. De ce fait, la qualité des institutions est un facteur important pour attirer les investissements étrangers directs. Mauro (1995) a mené une étude similaire en examinant la relation entre corruption et croissance économique dans un échantillon de 67 pays en développement sur la période 1960-1990. Son étude a montré que la corruption avait un impact négatif sur la croissance économique, et que cet impact était plus important dans les pays ayant des niveaux de revenu plus élevés. Il a montré ainsi, que la corruption et la qualité des institutions sont étroitement liées. Les pays avec des niveaux élevés de corruption ont tendance à avoir des institutions plus faibles, ce qui peut avoir un impact négatif sur la croissance économique. D'autres travaux ont également examiné la relation entre qualité des institutions et croissance économique dans la région MENA. Par exemple,

l'étude d'Elbadawi et Soto (1997) a examiné l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans un échantillon de 20 pays de la région sur la période 1960-1990. Leur étude a montré que la qualité des institutions avait un impact significatif sur la croissance économique dans la région. Le travail de Sachs et Warner (1995) a montré que la qualité des institutions est un facteur important pour expliquer les différences de croissance économique entre les pays. Dans leur étude, ils ont constaté que les pays avec de bonnes institutions ont connu une croissance économique plus rapide que les pays avec des institutions faibles. Dans le même contexte, Mankiw, Romer et Weil (1992) a examiné l'impact des institutions économiques sur la croissance économique à long terme, en concluant que les institutions économiques, telles que la protection des droits de propriété et la stabilité monétaire, étaient des facteurs importants pour expliquer les différences de croissance économique entre les pays. En outre, la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique dans la région MENA a été analysé par Hoda Selim dans une étude intitulé "Quality of Institutions and Economic Growth in the Middle East and North Africa", en marquant la qualité des institutions avait un impact positif sur la croissance économique dans la région MENA, bien que l'effet soit plus faible que dans d'autres régions du monde. Autre étude était menée par Ridha Noura et Lotfi Belkacem, intitulée "Qualité institutionnelle et développement économique : le cas de la Tunisie" (1999), pour examiner la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique en Tunisie. Les résultats ont montré que la qualité des institutions avait un impact positif sur la croissance économique en Tunisie. Asli Demirgüç-Kunt et Ross Levine (1999) a examiné la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique dans 72 pays, dont plusieurs pays de la région MENA. Les résultats ont montré que la qualité des institutions, telle que mesurée par l'indice de gouvernance du World Bank, est un facteur important pour expliquer les différences de croissance économique entre les pays.

Les années 2000 ont en effet été marquées par une série d'études empiriques approfondissant la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique, notamment dans la région MENA. Par exemple, l'étude menée par Acemoglu et al. (2001) a examiné la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique dans les pays en développement, y compris les pays de la région MENA. Les résultats ont montré que la qualité des institutions était un facteur important pour la croissance économique à long terme. Cependant, l'étude n'a pas examiné spécifiquement la région MENA, et il y a des débats quant à la validité de la mesure de la qualité des institutions utilisée dans l'étude. Afin d'examiner la relation entre la qualité des institutions et la compétitivité des exportations manufacturières dans les pays de la région MENA, Mustapha K. Nabli et Marie-Ange Veganzones-Varoudakis, ont entamé une étude intitulée "How does exchange rate policy affect manufactured exports in MENA countries?" (2002), en résultant que les pays avec des institutions plus solides étaient plus compétitifs sur les marchés mondiaux. De plus, Rodrik et Subramanian (2003) a fait une recherche sur l'impact de la qualité des

institutions sur la croissance économique dans les pays en développement, les résultats de cette recherche ont montré que constaté que les institutions politiques étaient un facteur plus important que les institutions économiques pour expliquer les différences de croissance économique entre les pays. En 2004 Abou-Stait a examiné la relation entre les institutions et la croissance économique dans les pays arabes. Les résultats ont montré que la qualité des institutions politiques et économiques était un facteur important de la croissance économique, en particulier dans les pays qui ont connu une forte croissance économique au cours de la période étudiée. Acemoglu, Johnson et Robinson (2005) a montré que la qualité des institutions est corrélée à une meilleure allocation des ressources productives, ce qui peut conduire à une croissance économique plus rapide. D'autres études ont souligné l'importance de la stabilité politique, de la protection des droits de propriété et de la réglementation pour le développement économique.

Par ailleurs, certains travaux ont examiné les facteurs qui influencent la qualité des institutions dans la région MENA. Par exemple, une étude menée par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2008) a montré que la corruption est un facteur important qui affecte la qualité des institutions dans la région MENA. D'autres études ont souligné l'importance de la participation civique et de la pression exercée par la société civile pour promouvoir la réforme institutionnelle. L'étude qui a été menée par Abdurrahman Aydemir et Murat G. Kirdar, intitulée "Quo Vadis Homo Economicus? The Conquest of Constantinople, Institutional Change and Human Evolution" (2011), a examiné l'impact de l'invasion ottomane de Constantinople en 1453 sur les institutions économiques de la Turquie et leur relation avec la croissance économique. Les résultats ont montré que l'invasion avait entraîné un changement institutionnel majeur qui avait un impact négatif sur la croissance économique à long terme. En outre, Acemoglu, Johnson et Robinson Une étude de Riad Dahel et Taha Ebrahim (2011) a analysé la relation entre la qualité des institutions politiques et la croissance économique en Algérie, au Liban, en Tunisie et en Égypte. Les résultats ont montré que la qualité des institutions politiques a un effet significatif sur la croissance économique dans les quatre pays. En particulier, les auteurs ont constaté que les institutions politiques ont un impact plus fort sur la croissance économique que les institutions économiques. L'étude de Mustapha Sadni Jallab et al. (2012) a utilisé un modèle de croissance endogène pour montrer que la qualité des institutions avait un impact positif sur la croissance économique dans les pays de la région MENA. Les résultats ont montré que les institutions économiques solides favorisaient la formation du capital humain, l'innovation et l'investissement, ce qui à son tour stimulait la croissance économique. Une étude de Mohammad Reza Farzanegan (2012) a examiné la relation entre la qualité des institutions et la corruption en Iran. Les résultats ont montré que la qualité des institutions, telle que mesurée par l'indice de gouvernance du World Bank, a un effet significatif sur la corruption en Iran. En particulier, les auteurs ont constaté que la qualité des institutions politiques a un impact plus fort que la qualité des institutions économiques sur la corruption en Iran. Une autre étude menée par Issam Malki intitulée "The Role of

Institutions in Economic Growth and Development: A Theoretical Review" (2014), a examiné la relation entre les institutions et la croissance économique dans les pays de la région MENA en utilisant une approche théorique. L'auteur a conclu que les institutions économiques solides étaient nécessaires pour stimuler la croissance économique et que la qualité des institutions avait un impact sur la croissance économique à travers divers canaux tels que l'investissement, l'innovation, la productivité et les échanges commerciaux.

Plus récemment, une étude menée par Bénassy-Quéré et Coupet (2014) a examiné l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans un échantillon de 15 pays de la région MENA sur la période 1980-2010. Leur étude a montré que la qualité des institutions avait un impact positif sur la croissance économique dans la région, et que cet impact était plus important que celui d'autres facteurs tels que le taux d'investissement ou le niveau d'ouverture économique. Cammett, M. et Luong, P. J. (2014) ont examiné la façon dont la qualité des institutions affecte la croissance économique dans le monde arabe. Ils ont constaté que la qualité des institutions avait un effet significatif et positif sur la croissance économique, en particulier en ce qui concerne l'investissement étranger direct et la réduction de la pauvreté. Une autre étude menée par Samargandi, N., Fidrmuc, J., et Ghosh, S. (2015) a examiné l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de la région MENA sur la période 1980-2012. Les résultats ont montré que la qualité des institutions avait un effet positif et significatif sur la croissance économique dans les pays de la région MENA, mais que cet effet était plus important dans les pays avec des niveaux plus élevés de capital humain et de développement financier. De plus, Mohammad Reza Farzanegan (2015) a fait une étude pour examiner la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique en Iran en utilisant une approche de modèle d'équilibre général calculable. Les résultats ont montré que l'amélioration de la qualité des institutions politiques et économiques a un impact positif significatif sur la croissance économique en Iran. Les auteurs ont également constaté que l'effet positif de l'amélioration de la qualité des institutions sur la croissance économique est plus fort dans le cas de l'amélioration de la qualité des institutions politiques que dans celui de l'amélioration de la qualité des institutions économiques.

Également, El-Gamal (2016) a examiné la relation entre la qualité des institutions et la performance économique dans la région MENA en utilisant des données de 19 pays pour la période 1996-2012. Leurs résultats ont montré que la qualité des institutions était positivement corrélée avec la performance économique, en particulier en termes de croissance du PIB par habitant. Une autre étude pertinente est celle de Naceur Khraief et Hamdi Lahiani intitulée "Institution alquality and economic growth in MENA countries : empirical evidence with heterogeneous panel data analysis" (2017), les chercheurs ont examiné la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique dans les pays de la région MENA en utilisant une approche théorique basée sur l'analyse de données de panel hétérogènes. Les résultats ont montré que la qualité des institutions avait un impact positif significatif sur la croissance économique dans les pays de la région MENA.

L'étude de Naceur Khraief et Hamdi Lahiani (2017) a montré que la qualité des institutions avait un impact significatif sur la diversification économique dans les pays de la région MENA. En favorisant la création d'un environnement économique plus stable et plus prévisible, les institutions économiques solides peuvent encourager la diversification économique et stimuler la croissance économique à long terme. Une étude plus récente menée par Arezki et co-auteurs en 2018 a examiné la relation entre la qualité des institutions et la performance économique dans les pays de la région MENA pendant la période 1995-2015. Les résultats ont montré que la qualité des institutions avait un impact significatif sur la croissance économique, l'emploi et la réduction de la pauvreté dans la région. En outre, les auteurs ont constaté que les pays ayant une meilleure qualité des institutions avaient tendance à bénéficier d'un meilleur accès aux marchés financiers internationaux.

Chapitre 2 : Les indicateurs de la bonne gouvernance dans la région MENA « Etat des lieux »

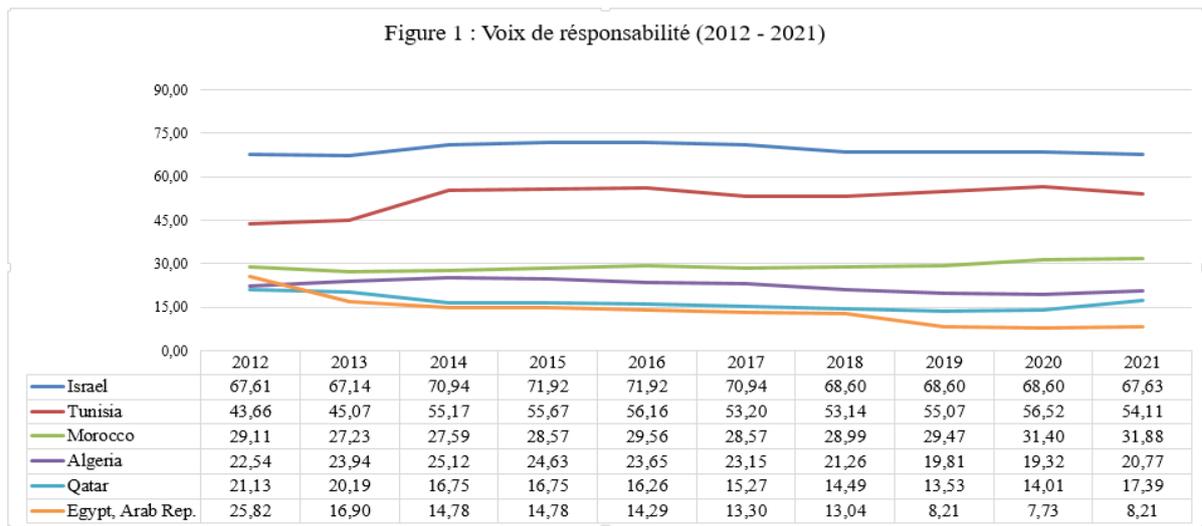
La région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est composée de plusieurs pays ayant des différences significatives en termes de qualité des institutions. Cependant, il est important de noter que l'évaluation de la qualité des institutions peut être subjective et qu'il existe différentes méthodologies pour la mesurer. Les analyses empiriques récentes retiennent généralement l'indice global de gouvernance comme étant l'indicateur de mesure de la qualité des institutions. Il mesure donc la qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficience du secteur public et poids de la réglementation). Daniel Kaufmann, Art Kraay et Pablo Zoido-Lobaton (1999) ont présenté dans étude l'indice global de gouvernance, comme étant la moyenne des six mesures à savoir : **voix et responsabilité, stabilité politique, efficacité de gouvernement, et qualité de la réglementation, Etat de droit et contrôle de la corruption**. Les indicateurs de mesure de la gouvernance utilisés dans le cadre de cet article sont extraits de la base de données « World Governance Indicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale³.

Pour cela, il nous apparaît utile de définir la notion de gouvernance. Selon la Banque mondiale, la gouvernance est définie comme l'art de gérer les affaires publiques pour le bien-être de la société ainsi que pour le développement durable des communautés nationales. L'organisation de coopération et de développement économique a défini la gouvernance comme étant la cohérence entre l'utilisation de l'autorité politique et l'exercice du contrôle afin de réaliser un développement économique et social. Les organismes de prêt internationaux utilisent la notion de gouvernance pour désigner les institutions, les pratiques et les normes politiques nécessaires, à la croissance et au développement économique des pays emprunteurs.

³ Banque Mondiale. World Governance Indicators.
<https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators>

1. voix et responsabilité :

L'indicateur de Voix et responsabilité évalue la manière dont les gouvernements rendent compte de leurs actions, gèrent les ressources publiques de manière transparente et promeuvent la responsabilité dans la prise de décisions politiques. Il examine également la lutte contre la corruption et la garantie de la participation citoyenne et le degré de transparence du processus décisionnel.



Source : élaboration des auteurs sur la base la base de données « World GovernanceIndicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

Le degré de liberté d'expression et la participation des citoyens à la sélection des gouvernements dans les pays de la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord, diffère d'un pays à autre. Actuellement, le pays le mieux classé au niveau de l'indicateur Voix de Responsabilité est Israël, il est classé mondialement en 68 rang. En effet, la liberté d'expression en Israël est protégée par la loi, permettant aux citoyens d'exprimer leurs opinions et leurs points de vue sans censure significative ni crainte de représailles. En outre, il existe de nombreux médias représentant diverses perspectives politiques, permettant aux citoyens d'accéder à une variété d'informations et de perspectives sur les politiques gouvernementales et les candidats. Chose qu'il lui a permis de maintenir sa position dans la région MENA et d'atteindre le 68 rang au niveau mondial. En suite la Tunisie, qui est en 2^{ème} position à l'échelle régionale et 96 rang au niveau mondial, il a pu gagner presque 10 points entre 2012 et 2021 en gardant sa position régional et améliorant la position mondiale. Cependant, malgré les garanties de la constitution de 2014, la liberté d'expression est parfois limitée dans la pratique, notamment en ce qui concerne les médias. Des rapports soulignent que le gouvernement peut parfois exercer une pression sur les journalistes et les médias pour contrôler le discours public, et que certaines associations peuvent faire face à des restrictions et des obstacles administratifs lors de la création et du

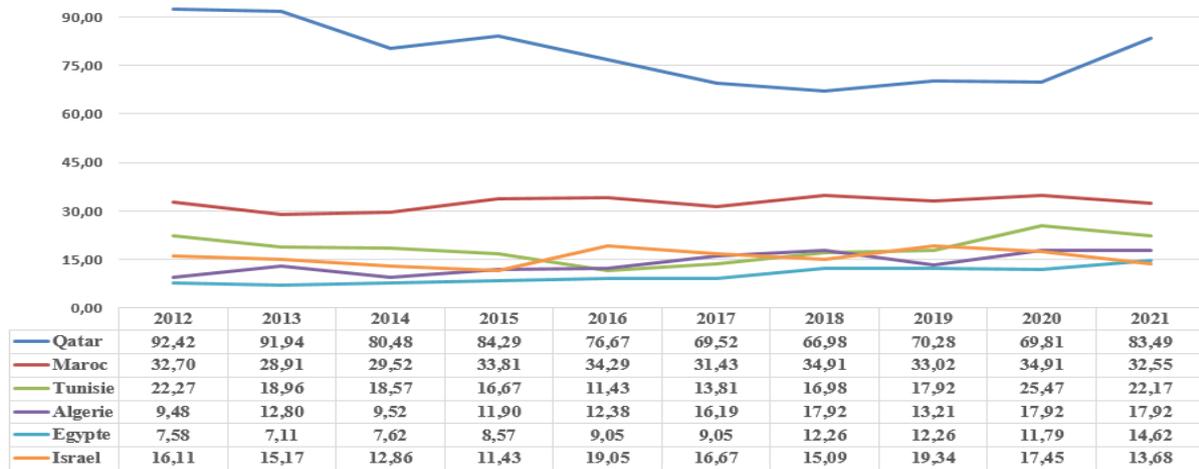
fonctionnement des associations, ce qui limite leur efficacité et leur participation citoyenne. La 3^{ème} place au Moyen Orient et l'Afrique du Nord revient au Maroc, il a pu garder sa position régional depuis 2012 en améliorer cet indicateur entre (2012 et 2021), grâce aux améliorations qu'a connu en termes de liberté de la presse ces dernières années. En effet, la liberté d'expression au Maroc est garantie par la constitution, qui protège le droit des citoyens à exprimer leurs opinions et leurs idées ainsi que la participation au choix des gouvernements. Cependant, les garanties constitutionnelles soient en place pour protéger la liberté d'expression, d'association et des médias au Maroc, il existe toujours des défis et des restrictions qui peuvent limiter la pleine participation des citoyens dans le choix de leurs gouvernants. Les pays les moins classés parmi les pays faisant l'objet de notre étude, on trouve l'Algérie, Qatar et l'Egypte. Selon des rapports, la liberté de la presse et d'expression en Algérie (8^{ème} rang à l'échelle régionale) a connu une détérioration, notamment avec des cas de journalistes emprisonnés et des restrictions sur les médias indépendants. De même, la dégradation remarquable du rang du Qatar au 9^{ème} rang dans la région MENA est du à une participation citoyenne modeste au choix de leurs gouvernants à raison de l'autocratie du système politique en place ainsi que le contrôle stricte exercé sur les droits d'expression, d'association et de presse. Parmi les pays de la région MENA, l'Egypte se classe à la 15^{ème} position en perdant 8 place entre 2012 et 2021. Ce recul est le résultat de l'adoption par le gouvernement égyptien des lois strictes qui répriment les critiques adressés au gouvernement et instaure une autocensure généralisée des médias à risque de poursuites judiciaires.

2. Stabilité Politique

L'indicateur de stabilité politique évalue la solidité et la durabilité du système politique d'un pays. Il s'agit d'un élément clé de la qualité des institutions, car la stabilité politique favorise la gouvernance efficace, la prévisibilité économique et le développement social.

Cet indicateur examine la présence de troubles politiques, de conflits violents, de tensions ethniques ou religieuses, ainsi que la fréquence des changements de gouvernement et la durée de la stabilité politique dans un pays.

Figure 2 : Stabilité Politique (2012 - 2021)



Source : élaboration des auteurs sur la base la base de données « World GovernanceIndicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

La stabilité politique peut varier considérablement d'un pays à l'autre et peut être influencée par divers facteurs tels que les systèmes de gouvernance, les tensions internes, les conflits régionaux et les facteurs socio-économiques. Pour cet indicateur, le Qatar est le mieux classé dans la région du Moyen Orient et l'Afrique du Nord et au 36^{ème} rang à l'échelle mondiale, l'écart est considérable par rapport aux autres pays de la région (presque un écart de 50 points par rapport la 2^{ème} position). Entre 2012 et 2021, le Qatar a été généralement considéré comme un pays relativement stable sur le plan politique, est un État souverain avec une structure politique spécifique et des lois en vigueur. Quant au Maroc, il est situé à la 6^{ème} position dans la région MENA et 144^{ème} à l'échelle mondiale, sa notation reste stable entre 2012 et 2021 (à l'entour de 32 points). Le Maroc a généralement réussi à faire face à ces défis grâce à des politiques de réforme, des efforts pour lutter contre l'extrémisme, et des investissements dans le développement économique et social. La démocratie et la stabilité reposent sur le respect de la primauté du droit, le dialogue politique et la résolution pacifique des conflits. Le pays a maintenu une stabilité relative et a continué à fonctionner en tant que monarchie constitutionnelle avec le roi Mohammed VI à sa tête. La Tunisie a été classé au 9^{ème} rang dans MENA et situé à la 166^{ème} position à l'échelle mondiale. Entre 2012 et 2021, la Tunisie a connu une période politique tumultueuse, caractérisée par des changements importants et des défis sociopolitiques. La Tunisie a été confrontée à des attaques terroristes, notamment de la part de groupes extrémistes comme l'État islamique.

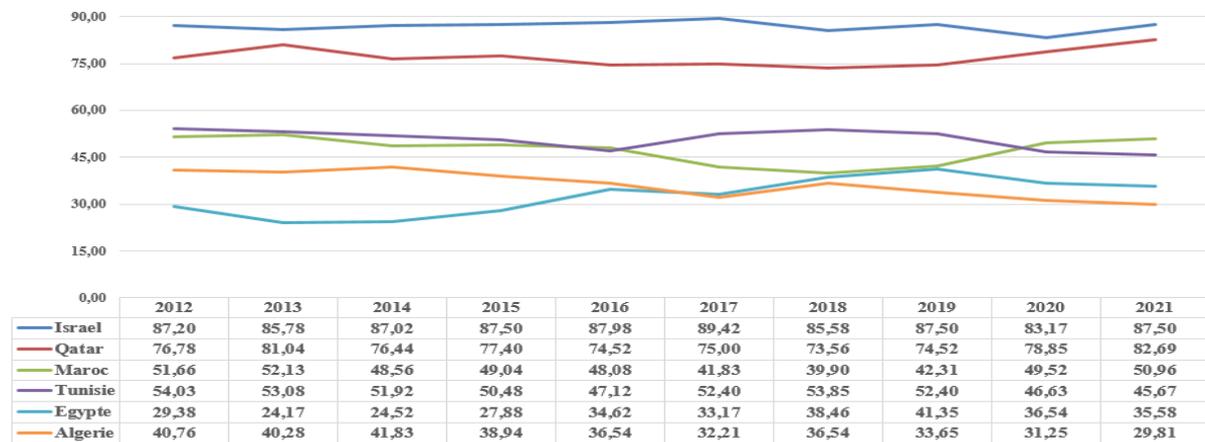
Ces attaques ont créé un climat d'insécurité et ont pu exercer une pression sur le gouvernement pour faire face à la menace terroriste, ce qui a impacté négativement l'indicateur (10 points perdu entre 2012 et 2016). Toutefois, la Tunisie a réussi à poursuivre son processus de transition démocratique et a organisé plusieurs élections libres et équitables, démontrant la résilience de la société tunisienne et son engagement envers la démocratie, chose qui lui a permis de reprendre sa place (gagner 10 points entre 2017 et 2021). L'Algérie, l'Égypte et Israël sont les moins classés parmi les pays faisant l'objet de cette étude. L'Algérie a été située dans la 10^{ème} position derrière la Tunisie. En effet, il en fait face à des défis politiques et sociaux importants, mais la stabilité politique a été maintenue, en grande partie grâce aux efforts du gouvernement pour répondre aux préoccupations du public et aux aspirations de la population, passant de la 195^{ème} en 2012 à la 175^{ème} place en 2021 (gagner presque 9 points entre 2012 et 2021). L'indicateur stabilité politique dans l'Égypte a connu une légère amélioration entre 2012 et 2021, en passant de la 13^{ème} à la 11^{ème} place au niveau régional et 182^{ème} rang à l'échelle mondiale. Cela est dû notamment à la période de transition politique complexe qu'a connu le pays, aboutissant aux changements de gouvernement. En fin pour Israël, il est le 12^{ème} au Moyen Orient et l'Afrique du nord et 184^{ème} rang au niveau mondial. Entre 2012 et 2021, Israël a été confronté à divers défis politiques, sociaux et sécuritaires. Bien que le pays ait une forte tradition démocratique, aucune démocratie n'est à l'abri de tentatives de déstabilisation, de renversement ou de violence politique. Le conflit israélo-palestinien est une source constante de tension et de violence dans la région.

3. Efficacité de gouvernement

L'indicateur de l'efficacité gouvernementale est utilisé pour évaluer la capacité d'un gouvernement à mettre en œuvre des politiques et à fournir des services publics de manière efficace et efficiente. Cela comprend la capacité de prendre des décisions politiques éclairées, de mettre en place des politiques et de Publiques efficaces, de gérer les ressources publiques de manière responsable et de fournir des services de qualité à la population.

Il évalue donc, l'efficacité des institutions gouvernementales dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, l'administration publique, la gestion financière et la fourniture de services publics.

Figure 3 : Efficacité de gouvernement (2012 - 2021)



Source : élaboration des auteurs sur la base la base de données « World GovernanceIndicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

Dans la région MENA, la performance en termes d'efficacité gouvernementale peut varier d'un pays à l'autre en fonction de facteurs tels que la stabilité politique, la gouvernance, la capacité administrative et la volonté politique de mettre en œuvre des réformes. Certains pays de la région MENA ont été reconnus pour leur efficacité gouvernementale relative. Parmi les faisant objet de cette étude, Israël qui est le pays le mieux placé, il occupe la 2^{ème} position dans la région et 27^{ème} à l'échelle mondiale. Israël dispose généralement d'institutions relativement solides, notamment un système judiciaire indépendant, un parlement élu (la Knesset) et des organes administratifs. Cependant, certains débats peuvent exister sur la qualité et l'efficacité de certaines institutions, notamment en ce qui concerne leur capacité à relever certains défis sociaux, économiques et sécuritaires. Par la suite Qatar, il situe au 3^{ème} rang à l'échelle régionale et 37^{ème} au niveau mondial. Entre 2012 et 2021, Qatar a investi particulièrement dans le développement d'institutions modernes et de services publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure et des services sociaux. Le Maroc et la

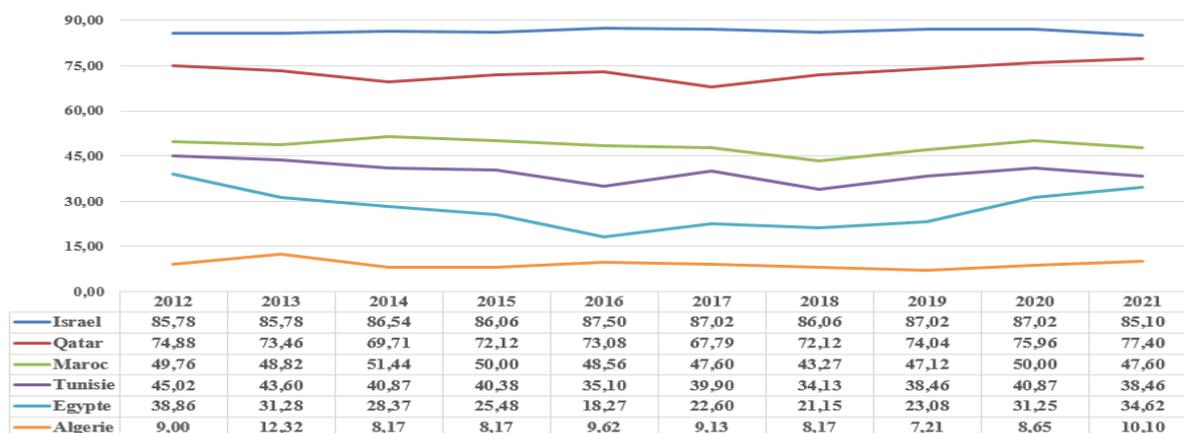
Tunisie sont placés respectivement 8^{ème} et 10^{ème} rang dans la région MENA. Entre 2012 et 2016 les deux pays sont toujours sur la même voie d'efficacité gouvernementale avec un léger écart en faveur du Maroc. Malgré les réformes déployées pour améliorer la qualité de ses institutions, notamment dans les domaines de la justice, de la gouvernance et de l'administration publique, la Tunisie a perdu 16 places passant de 98^{ème} à la 114^{ème} place

au niveau mondial. Quant au Maroc, il a perdu presque 19 places entre 2012 et 2016 passant la position 103^{ème} en 122^{ème} à l'échelle mondiale. Toutefois, le Maroc a fait reprendre sa place grâce aux efforts déployés pour renforcer les institutions, en améliorant l'efficacité de l'administration publique et promouvoir la transparence, ainsi que la promotion de la responsabilité gouvernementale à travers des mécanismes de reddition de comptes et des consultations publiques, ce qui lui a permis de reprendre sa place au niveau mondial (103^{ème} rang). L'Égypte et l'Algérie ont été les moins classés parmi les pays étudiés. L'Égypte occupe la 11^{ème} place dans la région et 135^{ème} au niveau mondial à cause des défis liés à l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse et la représentativité démocratique. En dernier lieu, l'Algérie qui est en 12^{ème} place dans la région MENA, entre 2012 et 2021, L'Algérie a perdu 21 places dans classement mondial passant de la 126^{ème} à la 147^{ème} position. C'est à cause des mouvements de protestation populaires, en particulier lors du mouvement de contestation de 2019 (Hirak) qui a mis en cause les efforts du gouvernement en matière de gestion et de gouvernance.

4. Qualité de la réglementation

Cet indicateur examine les réglementations et les procédures qui influencent l'environnement des affaires. Cela inclut la facilité de création d'entreprises, la protection des investisseurs, la réglementation du marché du travail, l'accès au crédit, la simplicité des réglementations fiscales.

Figure 4 : Qualité de réglementation (2012 - 2021)



Source : élaboration des auteurs sur la base la base de données « World GovernanceIndicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

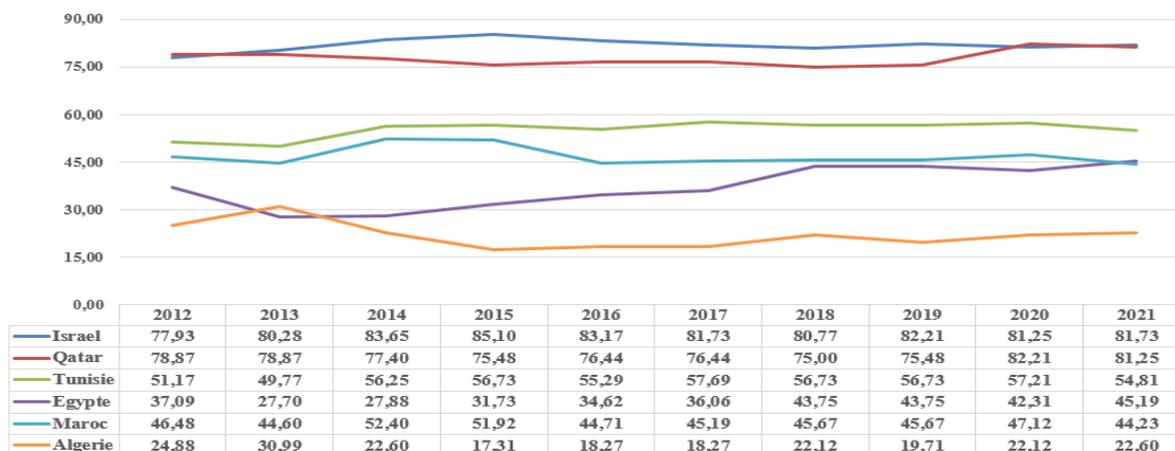
Entre 2012 et 2021, tous les pays font l'objet de cette analyse ont un indicateur relativement constant, à l'exception l'Égypte. L'Égypte a gardé sa 12^{ème} place dans le classement de la région MENA entre 2012 et 2016 malgré que la chute qu'a connu l'indicateur en 2016 (perdu 20 points). Le gouvernement égyptien a mis en œuvre des réformes et réglementations pour favoriser le développement du secteur privé et stimuler l'investissement dans le pays, ce qui lui a permis de gagner une place passant de 12^{ème} au 11^{ème} rang. Les pays les mieux classés parmi les pays étudiés sont Israël, Qatar et le Maroc avec un écart important entre Israël (85)-Qatar (77) et le Maroc (47), ils ont des indicateurs quasiment réguliers. Israël s'est classé en 1^{er} rang dans la région et 32^{ème} position au niveau mondial. La position d'Israël est le fruit de diverses politiques et lois mis en place par le gouvernement, à travers l'encouragement de l'innovation et la recherche, en investissant dans des parcs technologiques et en offrant des incitations fiscales aux entreprises innovantes. Quant au Qatar, il occupe la 3^{ème} place à l'échelle régional et 48^{ème} place dans le monde. Le Qatar a cherché à diversifier son économie, en simplifiant les procédures administratives, en réduisant la bureaucratie et en facilitant la création et le fonctionnement des entreprises, afin de réduire sa dépendance aux revenus du pétrole et encourager l'investissement dans des secteurs non pétroliers. La troisième place revient au Maroc, qui s'est classé au 9^{ème} rang à l'échelle régionale et 110^{ème} au niveau mondial. En 2014, le gouvernement a mis en place le Plan d'Accélération Industrielle pour encourager la diversification industrielle et promouvoir l'investissement privé dans les secteurs manufacturiers, ainsi que des zones franches industrielles pour attirer les investissements étrangers et locaux en offrant des incitations fiscales, des avantages douaniers et des infrastructures. La Tunisie s'est classée au 10^{ème} rang régional. Bien qu'elle ait mis en place des réformes économiques pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements, elle continue de faire face à des défis en termes de réglementation des affaires, en particulier dans les domaines de l'accès au crédit et de l'exécution des contrats. En dernier lieu l'Algérie, qui est en 13^{ème} place dans la région, malgré les réformes introduites pour encourager l'investissement et faciliter l'accès au crédit, l'Algérie continue à rencontrer des défis en termes de réglementation des affaires, notamment dans les domaines de l'obtention de permis de construction, de l'accès au crédit et de la résolution des faillites

5. Etat de droit

Le respect de l'État de droit est crucial pour garantir la confiance des citoyens dans le système judiciaire et pour assurer la protection des droits et des libertés fondamentales de chaque individu. Les pays qui favorisent un État de droit solide sont généralement perçus comme plus stables politiquement et offrent un environnement propice à l'investissement et au développement économique. L'indicateur Etat de droit du modèle WGI permet de mesurer les caractéristiques d'un Etat de droit, ceci-dit, l'égalité devant la loi, la protection

des droits de l'homme, l'indépendance du système judiciaire, la lutte contre la corruption et la préservation des libertés civiles.

Figure 5 : Etat de droit (2012 - 2021)



Source : élaboration des auteurs sur la base de données « World Governance Indicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

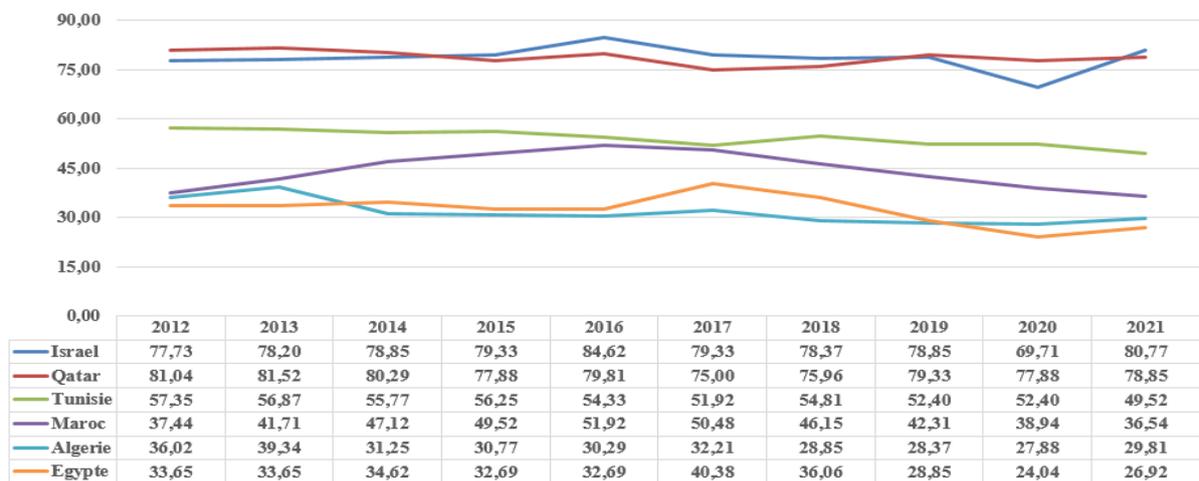
Le respect de l'État de droit est crucial pour garantir la confiance des citoyens dans le système judiciaire et pour assurer la protection des droits et des libertés fondamentales de chaque individu. Israël et Qatar se sont classés respectivement 39^{ème} et 40^{ème} rang mondial et les premiers dans la région MENA. Le classement d'Israël à la tête de la région est expliqué par la confiance des citoyens dans le gouvernement, leur perception et leur croyance que le gouvernement agit dans leur intérêt peuvent influencer leur respect des règles posées par la société, ainsi le faible taux de criminalité et de violence prouve la confiance des citoyens dans les règles de droit. A son tour, le Qatar s'est classé en 2^{ème} rang, Le Qatar a entrepris des réformes pour renforcer l'État de droit, en promouvant l'indépendance du système judiciaire. L'indicateur Etat de droit est stable pour la Tunisie, elle est en 9^{ème} position dans la région. Toutefois, cet indicateur a connu une évolution positive après la révolution de 2011 suite à l'adoption de la nouvelle constitution, qui a mis en place des réformes juridiques pour garantir l'indépendance du système judiciaire et protéger les droits de l'homme, élevant le rang mondial de la Tunisie du 105 à la 95. Quand à l'Égypte, il occupait le rang 135 en 2012, et a grimpé au rang 117 en 2021, malgré cette progression l'Égypte a été confrontée à des défis liés au respect des droits de l'homme et l'indépendance du pouvoir judiciaire, en particulier sous le régime du président al-Sissi. Au niveau de la région MENA, Le Maroc a été en 10^{ème} rang entre 2012 et 2020, avant qu'il perd une place et devenu le 11^{ème} en 2021. Même s'il introduit des mesures pour garantir l'indépendance du système judiciaire, renforcer les droits de l'homme. Au dernier rang des pays choisis était l'Algérie. Il est 12^{ème} position parmi les 18 pays de la région. L'Algérie a connu des défis en

matière d'indépendance du système judiciaire, de promotion de la transparence, et de droits de l'homme.

6. Contrôle de la corruption

La corruption est un problème mondial qui peut avoir des conséquences dévastatrices sur le développement économique, la stabilité politique, les droits de l'homme et la confiance des citoyens envers les institutions publiques. Les pays où la corruption est répandue peuvent souffrir d'une mauvaise allocation des ressources, de l'inégalité économique, de l'injustice sociale et d'une perte de confiance dans les gouvernements. Cet indicateur examine la transparence, l'intégrité, l'efficacité des mécanismes de lutte contre la corruption, ainsi que la fréquence des pots-de-vin, de la fraude et du détournement de fonds.

Figure 6 : Contrôle de corruption (2012 - 2021)



Source : élaboration des auteurs sur la base de données « World Governance Indicators » (WGI) développée par la Banque Mondiale (2012-2021).

L'indicateur de la corruption peut varier d'un pays à l'autre. Certains pays de la région MENA ont mis en place des réformes pour lutter contre la corruption et ont réalisé des progrès significatifs, tandis que d'autres peuvent faire face à des défis persistants. Israël et Qatar ont été bien classés par rapport aux pays de région (2^{ème} et 3^{ème} Rang). Entre 2012 et 2014, Qatar était en 2^{ème} place dans la région et le premier parmi les pays sujet de cette étude, avant qu'il recule en faveur d'Israël, après 2015, Qatar a pris des mesures pour lutter contre la corruption en mettant en place des organes de réglementation tels que l'Autorité de lutte contre la corruption, le pays a également adopté des lois pour promouvoir la transparence dans les contrats publics et les marchés. La Tunisie et le Maroc ont un classement stable durant la période d'étude. La Tunisie s'est placée au 9^{ème} rang suivi par le Maroc qu'est en 10^{ème} rang. Le Maroc a grimpé 32 place entre 2012 et 2016 passant de 133^{ème} à la 101^{ème} place à l'échelle mondiale, cela est du principalement à la création de

l'Instance centrale de prévention de la corruption. Cependant, il a perdu 32 places entre 2016 et 2021, ce qui pose le problème de l'efficacité de ces mesures et la perception de la corruption dans certains domaines. L'Algérie et l'Égypte sont confrontés à des problèmes de corruption, ils sont moins classés par rapport aux autres pays étudiés, ils occupent respectivement 147^{ème} et 153^{ème} place au niveau mondial et 11^{ème} et 12^{ème} rang au niveau régional, les deux pays ont engagés des réformes pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence. Cependant, des défis subsistent en raison de l'influence politique, des pratiques informelles et de l'absence de mécanismes de responsabilisation efficaces.

Conclusion

La qualité des institutions est un facteur essentiel pour expliquer la croissance économique dans la région MENA. Les études empiriques et théoriques ont montré que les institutions économiques solides favorisent la croissance économique en stimulant l'innovation, l'investissement et la performance des entreprises. Les politiques publiques visant à améliorer la qualité des institutions doivent être intégrées à une approche plus large de développement économique, qui prend en compte d'autres facteurs tels que l'éducation, la santé, l'infrastructure et la stabilité politique. Il convient de noter que la qualité des institutions ne peut pas être améliorée du jour au lendemain. Cela nécessite des réformes institutionnelles à long terme, des investissements dans l'éducation et la formation, ainsi qu'une prise de conscience de l'importance de la qualité des institutions dans le développement économique. Les politiques publiques visant à améliorer la qualité des institutions doivent être conçues de manière à assurer une participation active des parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé.

L'analyse des indicateurs de bonne gouvernance sur les pays sélectionnés a fait montrer de grandes disparités entre les pays de la région. Israël et Qatar sont bien classés par rapport les autres pays de la région, cela est le fruit de diverses politiques et lois mises en place par les gouvernements, à travers l'encouragement de l'innovation et la recherche, en investissant dans des parcs technologiques et en offrant des incitations fiscales aux entreprises innovantes. Quant au Maroc, il a maintenu une stabilité relative et a continué à fonctionner en tant que monarchie constitutionnelle, il a pu mettre des réformes afin stimuler la croissance en promouvant l'investissement privé, attirer l'investissement étranger et lutter contre la corruption. La Tunisie a été confrontée à des attaques terroristes. Néanmoins, il a réussi à poursuivre son processus de transition démocratique et a organisé plusieurs élections libres et équitables, démontrant la résilience de la société tunisienne. L'Égypte et l'Algérie sont les moins classés dans la région MENA. Les deux pays ont connu des défis en matière d'indépendance du système judiciaire, de promotion de la transparence, et de droits de l'homme.

En outre, l'établissement et le suivi des indicateurs de bonne gouvernance ne doivent pas être considérés comme une fin en soi, mais comme un moyen de favoriser un changement positif. Ils doivent être intégrés dans une approche holistique de la réforme institutionnelle et du renforcement des capacités visant à créer un environnement propice à la croissance économique, à la stabilité politique et à la prospérité sociale.

Références Bibliographiques

- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2008). « *Governance Matters VII: Aggregate and Individual Governance Indicators, 1996-2007* ». The World Bank. <http://info.worldbank.org/governance/wgi/pdf/governancemattersvii.pdf>
- Mustapha Sadni Jallab et al. (2012). « *Institutions économiques et croissance en Afrique du Nord et au Moyen-Orient* ». Revue d'économie politique, 122(2), 193-218.
- Ridha Noura and Lotfi Belkacem. « *Qualité institutionnelle et développement économique : le cas de la Tunisie* ». Working Paper, 1999.
- Acemoglu, D. (2003, JUIN). « *Causes profondes de la pauvreté, une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique* ». Finances & Développement, 27-30.
- North, D. C., & al. (1990). « *Institutions, institutional change and economic performance* ». Cambridge University Press.
- Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1995). « *Economic Reform and the Process of Global Integration* ». Brookings Papers on Economic Activity, 1995(1), 1-118.
- Hoda Selim. « *Quality of Institutions and Economic Growth in the Middle East and North Africa* ». Working Paper No. 16/66, International Monetary Fund, 2016.
- Riad Dahel and Taha Ebrahim. (2011). « *Political Institutions and Economic Growth: Evidence from the Middle East and North Africa* ». Journal of Economics and International Finance, 737-746.
- Issam Malki. (2014). « *The Role of Institutions in Economic Growth and Development: A Theoretical Review* ». European Journal of Economics, Finance and Administrative Sciences, 85-100.
- Bénassy-Quéré, A., & Coupet, M. (2014). « *The Impact of Market Regulations on Intra-European Real Exchange Rates* ». Journal of International Money and Finance, 46, 42-63.
- A. Ben Ahmed Mtiraoui.(2020). « *Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur données de Panel dynamique (GMM)* ». Open science, 1-53.
- Banque mondiale (2021). Rapport de suivi de la situation économique au Moyen-Orient et Afrique du Nord. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/mena/publication/mena-economic-monitor>
- OCDE. Programme MENA - OCDE pour la Gouvernance. Rapport d'activité 2019-2020 & Programme de travail. <https://www.oecd.org/mena/governance/Activity-Report-2021-FR.pdf>